

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE BAUME
155 AVENUE JANSOULIN
83740 LA CADIERE D'AZUR

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR UNE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT A L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE TOURISTIQUE MARKETING ET DIGITALE ET SA DECLINAISON OPERATIONNELLE POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE BAUME

Mode de passation : Procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L 2123-1 et R2123-1 à R2123-6 du Code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP) valant acte d'engagement

Marché n° 2020-15

APRES NEGOCIATION

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

1- GENERALITES

1.1. Objet

Le présent marché a pour objet d'accompagner la Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume (CASSB) à élaborer une stratégie touristique de marketing digital et de proposer un plan d'actions opérationnel pour le développement touristique du territoire de la communauté d'agglomération Sud Sainte Baume.

1.2. Forme et durée

1.2.1. Prise d'effet du marché :

Le marché démarre à compter de sa date de notification au titulaire.

La date de démarrage et le délai d'exécution de chacune des phases sera fixée par ordre de service transmis directement au titulaire du marché.

1.2.2. Type de marché :

Type de marché : Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles composé de 3 phases fermes.

1.2.3. Durée du marché :

Le présent marché est d'une durée globale de 9 mois à partir de la date de notification au titulaire. (hors temps de validation par le maître d'ouvrage sans dépasser 14 mois)

1.3 Montant du marché

Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire indiqué par le titulaire dans son offre finale répartie pour chacune des phases conformément au DPGF joint.

2- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

- Le présent CCATP valant acte d'engagement
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire établie dans l'offre financière du titulaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009.

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance des pièces précitées et déclare ne pas se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de tout ou partie de ses engagements. En cas de contradiction entre les pièces, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus. Les originaux de ces documents sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seuls foi.

3- DESCRIPTION DU BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT

3.1. Le contexte

Dès 2016, dans le cadre de son adhésion au programme ODYSSEA, les communes de la Communauté d'agglomération sud sainte baume s'engagent dans une structuration administrative et promotionnelle du territoire touristique des 9 communes (Sanary-sur-Mer, Bandol, Saint-Cyr-sur-Mer, La Cadière d'Azur, Le Castellet, Le Beausset, Riboux, Evenos, Signes).

Avec 3 Offices du Tourisme autonomes des stations classées, 5 bureaux de tourisme, la communauté d'agglomération a délibéré sur la création d'un Office Intercommunal du Tourisme situé dans les locaux de la CASSB, dans le cadre du transfert de compétences prévu par la loi NOTRE.

La plupart des communes, notamment les villages de Sud Sainte Baume sont intégrés dans le périmètre du Parc Naturel Régional de la Sainte Baume.

Ainsi, les différentes communes du territoire Sud Sainte Baume compétentes en matière de promotion touristique entendent s'engager ensemble dans une coopération intercommunale sur le plan touristique autour du projet de destination touristique Sud Sainte Baume et ainsi permettre l'émergence de cette destination au-delà des frontières administratives. La Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur appuie cette démarche dans le cadre de la structuration touristique des territoires. Ce territoire bénéficie d'une grande diversité de paysages avec d'un côté le littoral provençal et ses plages, des villages perchés médiévaux, un patrimoine naturel à préserver, des vignobles participant également à la typicité des paysages.

Le territoire touristique de Sud Sainte Baume est à la croisée des deux Destinations Monde de la Région Sud : Provence et Côte d'Azur

3.2. Objectifs de la mission

Pour mettre en œuvre et promouvoir la destination Sud Sainte Baume, la CASSB a jugé indispensable de pouvoir disposer **d'une stratégie touristique opérationnelle** portant un positionnement et une image globale partagés et valorisant l'ensemble de la destination en s'inscrivant en cohérence avec les deux marques mondes dont elle relève : Provence et Côte d'Azur. Il s'agit de construire la stratégie marketing et digitale fondée sur un diagnostic et déclinée en plan d'actions. La finalité de cette stratégie est de permettre à la destination Sud Sainte Baume de bénéficier d'une visibilité globale de l'ensemble de son territoire et de sa diversité, susciter des flux de visiteurs sur l'ensemble de ses communes, répartir les touristes et

visiteurs sur l'ensemble du territoire en période estivale, générer des flux de visiteurs toute l'année, notamment sur les ailes de saison dans le cadre d'un développement touristique responsable et soutenable pour les habitants.

La stratégie opérationnelle proposée doit s'inscrire clairement dans une démarche de développement touristique soutenable en regard des caractéristiques du territoire, et de la volonté des acteurs locaux et régionaux.

Cette réflexion doit s'inscrire pleinement dans le contexte de crise et post crise sanitaire et économique actuelle.

Pour cela le diagnostic et la stratégie devront répondre aux questions majeures suivantes :

- Quelles sont les caractéristiques de cette destination ?
- Quelles sont les points clefs de l'identité commune et partagée de la destination ?
- Quelle ambition pour la destination ?
- Quels sont les éléments différenciant actuels et/ou possibles de la destination au sein des Marques Provence et Côte d'Azur ?
- Quels sont les marchés et clientèles de la destination et quels sont les objectifs de croissance possibles ?
- Comment prendre en compte, dans les objectifs de croissance, l'enjeu majeur de la dessaisonalisation ?
- Comment garantir l'adéquation entre les stratégies territoriales et touristiques propres à chaque commune et la stratégie marketing et digitale à construire ?
- Comment générer une cohérence et une visibilité globale et en même temps singulière entre les différents acteurs touristiques publics du territoire ?
- Comment éviter la concurrence intra-communautaire ?
- Quels outils mettre en œuvre pour lutter contre la concurrence extérieure et suprarégionale ?
- Quelle adéquation et cohérence entre l'offre touristique du territoire et la stratégie marketing ?
- Comment collaborer avec les destinations voisines et le Parc Naturel régional de la Sainte Baume ?
- Quelles sont les capacités d'agir de la destination ?

Comment prendre en compte les impacts de la crise sanitaire actuelle et ses impacts sur le tourisme pour les mois à venir ?

3.3. Le besoin :

Il s'agit d'une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale avec accompagnement pour sa déclinaison opérationnelle. seront assujetties à la réalisation de plusieurs missions dont l'animation de réunions et la production de livrables, documents d'étapes intermédiaires.

Une approche qualitative est à privilégier.

Il est attendu de l'opérateur conseil et expertise afin de composer une réponse méthodologie prenant en compte les points suivants :

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

- Le contexte :

Pour mettre en œuvre et promouvoir la destination Sud Sainte Baume, la CASSB a jugé indispensable de pouvoir disposer d'une stratégie marketing et digitale opérationnelle portant un positionnement et une image globale partagés et valorisant l'ensemble de la destination en s'inscrivant en cohérence avec les deux marques mondes dont elle relève : Provence et Côte d'Azur.

- Une stratégie déclinée un plan d'actions réalisables et spécifiques aux besoins du territoire de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

Il est souhaité que soient associés (selon des modalités restant à déterminer et valider par la CASSB) :

- Les élus et techniciens des communes membres,
- Le Parc Naturel Régional de la Sainte Baume,
- La Région (Conseil Régional et CRT),
- Les professionnels du tourisme présents sur la destination (les hébergeurs, les restaurateurs, les prestataires d'activités touristiques) *
- Le Comité Départemental du Tourisme du Var (Vartourism),
- Le comité départemental de randonnée pédestre,
- L'association des Vins de Bandol

***Pour cette catégorie d'acteurs seront transmises des données issues des informations détenues par la CASSB, les OT et les Bureaux de tourisme du territoire.**

4-Les 3 phases du marché :

La mission sera constituée de 3 phases intégrant l'animation de réunions, présentation de documents intermédiaires et la restitution de livrables validés par le maître d'ouvrage.

4.1. Phase 1 : Le diagnostic

A partir des documents existants, notamment le diagnostic réalisé en 2016 dans le cadre de la mission ODYSSEA, des données complémentaires collectées par le prestataire, des données quantitatives et qualitatives issus des investigations qui seront menées (entretiens, enquêtes, ateliers...), le diagnostic devra être actualisé et :

- caractériser l'offre de la destination (une analyse SWOT est à élaborer) et de la « positionner » par rapport à d'autres destinations.
- définir par la suite des objectifs de croissance il est impératif de pouvoir disposer d'une analyse qui permette de mesurer les parts de marché par clientèles, leurs évolutions par saison pour déterminer les leviers de croissance et procéder à des choix lors de la construction de la stratégie.
- caractériser le positionnement de la destination (actuel et potentiel)
- décrire et analyser les stratégies marketing et digitales et les actions menées sur le territoire de la destination.

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

- décrire et analyser la capacité d’agir de la destination (ressources humaines, moyens financiers, financements mobilisables...)

- décrire et analyser la gouvernance et ses enjeux au sein de la destination

Tous ces champs d’investigations et de réflexion qui composent le diagnostic devront à partir d’un benchmark et des expertises nécessaires, être enrichis (sommairement et très simplement) d’une approche comparative avec : les destinations voisines, les destinations concurrentes mais hors région, les destinations monde Provence et Côte d’Azur.

Ainsi le diagnostic produira de la connaissance et mettra en évidence les enjeux sur les thématiques indiquées dans le tableau précédent.

Date de livrable prévue : octobre 2020

4.2. Phase 2 : La Stratégie marketing digitale et plan d’actions

Cette seconde phase comprendra un volet stratégique et un volet plan d’actions

4.2.1. Volet stratégique

A partir des travaux issus de la première phase et de la définition des objectifs partagés, le prestataire effectuera des propositions méthodologiques qui permettront de répondre aux attentes suivantes :

- Permettre une stratégie qui soit pertinente (en accord avec les objectifs), réaliste avec les moyens mobilisables (humains et financiers) et efficiente.
- Proposer un positionnement de la destination en veillant à la cohérence entre l’offre et la demande.
- Fonder la stratégie marketing sur des objectifs de croissance clairement définis et mesurables
- Placer le client au cœur de la stratégie marketing et digitale
- La stratégie devra résulter de choix (présentation de plusieurs scénarios/outils d’aide à la décision)
- La temporalité de la stratégie devra se situer sur 3 à 5 ans
- La cohérence de la stratégie de la destination avec les stratégies infra et supra devront être garanties.

4.2.2. Plan d’actions

Une fois les choix stratégiques validés par le maître d’ouvrage, le prestataire accompagnera les acteurs dans l’élaboration d’un plan d’actions opérationnel répondant aux questions suivantes : quoi, pourquoi, qui, comment, où, quand et combien.

Les actions seront dotées d’indicateurs (en cohérence avec la stratégie) pour permettre la mise en place d’outils de suivi et d’évaluation.

Dans le cadre d’un plan d’actions digital, différentes étapes devront être présentées et des indicateurs de suivi déterminés en fonction de chacune d’entre elles.

Le Plan d’actions devra être élaboré avec le maître d’ouvrage.

Sa temporalité devra permettre d’engager des actions dès 2021 et de prévoir des actions pour les années 2022/2023 en fonction de la priorisation, de l’existant et des capacités de faire.

CCATP valant AE- Marché d’études pour une mission d’accompagnement à l’élaboration d’une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d’Agglomération Sud Sainte Baume

Date de livrables : décembre 2020

4.3. Phase 3 : : Accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'actions

- Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises lié à la mise en œuvre du plan d'actions
- Assistance à l'analyse des offres remise dans le cadre d'une procédure d'attribution du marché dans la mise en œuvre du plan d'actions.

4.4. Organisation de la mission

Les Porteurs de projet, le maître d'ouvrage de l'étude et les instances de pilotage :

La Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume avec l'ensemble des communes la composant Co-construisent le projet.

La CASSB est le maître d'ouvrage de la présente étude.

Cette étude sera pilotée par les deux instances de gouvernance de la Destination Sud Sainte Baume :

- Un comité de pilotage composé des Maires et représentants élus des communes concernées
- Un comité technique composé des responsables techniques des Offices du Tourisme, et Bureaux de Tourisme de la CASSB.

Ces instances auront pour rôle de lancer la démarche, de suivre le déroulement de l'étude, de valider les différentes étapes et feront office de groupes ressources pour Co-construire le diagnostic, la stratégie et le plan d'actions.

4.5 Délais d'exécution

Les missions devront être réalisées dans les **9 mois** à compter de la notification du marché.
(hors délais entre chaque phase de validation par le Maître d'ouvrage).

Le calendrier prévisionnel fourni par le titulaire en précisant les différents délais pour chacune des phases :

- Phase 1 : Le diagnostic
- Phase 2 : La stratégie opérationnelle associée à la présentation d'un plan d'actions.
- Phase 3 : Accompagnement à la maîtrise d'œuvre

4.6 Ressources mises à disposition à compter de la notification

- Stratégie touristique et plans d'actions 2016, 2017 (ODYSSEA)
- Compte-rendu Réunion Comité de pilotage Tourisme du haut pays (janvier 2020)
- Bulletins l'écho du terroir, outils de communication existants

4.7 Les livrables attendus pour chacune des phases

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

- Un rapport détaillé présentant la méthodologie utilisée et reprenant les éléments attendus à chacune des phases, illustré d'éléments cartographiques. Le diagnostic privilégiera les représentations cartographiques, graphiques, schématiques ;
- Une synthèse du rapport ;
- Le support de présentation en vue des comités techniques (COTECH) et comités de pilotage (COPIL) ;
- Les comptes-rendus de réunions
- Un délai compris entre 1 semaine et 4 semaines entre chaque phase sera prévu afin de respecter le circuit de validation de la CASSB ;
- La société retenue devra désigner un interlocuteur joignable par tous moyens que ce soit afin de répondre et d'échanger sur l'avancée des différentes phases en lien avec la CASSB.

5- GESTION ADMINISTRATIVE DU MARCHE

5.1. Dispositions générales

Les dispositions relatives aux obligations de confidentialité du titulaire, de respect des mesures de sécurité, de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail, de protection de l'environnement, de réparation des dommages de toute nature causés par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont définies aux articles du CCAG PI.

5.2. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Président de la CASSB ou son représentant dûment désigné par délégation.

5.3. Représentant de l'entreprise titulaire

Le représentant de l'entreprise titulaire est désigné conformément aux stipulations du CCAG PI.

5.4 Obligation d'assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.5 Modalités d'exécution du marché

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

5.5.1 Prolongation

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

5.5.2 Suspension

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment suspendre le délai d'exécution des prestations. Il en informe le titulaire du marché par ordre de service. La suspension du délai d'exécution des prestations n'entraîne aucun droit à indemnité pour le titulaire.

5.5.3 Modifications de caractère technique en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai d'un mois.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

5.5.4 Arrêt de l'exécution des prestations

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution de tout ou partie de ces prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution de prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

5.5.5 Constatation de l'exécution des prestations :

- Présentation d'un rétro-planning
- Points d'étapes entre les différentes phases et compte-rendu de réunions/interviews
- Livrables pour les phases 1 et 2

5.6.6. Opérations de vérification

Nature des opérations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Délai de vérifications

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'une semaine à 4 semaines pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le point de départ du délai de vérification est la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur.

Chaque phase fera l'objet d'une vérification distincte infirmant ou confirmant la réalisation de la phase suivante.

5.6.7 Réception, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai de deux mois, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. Concernant la réception, l'ajournement, la réfaction et le rejet, il sera fait application de l'ensemble des dispositions relatives au CCAG PI.

5.7. Modalités de détermination du prix

En cas de groupement, les factures devront être centralisées par le mandataire solidaire du groupement et visés par ses soins.

5.7.1. Forme des prix

Le présent marché est à prix forfaitaire.

5.7.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont indiqués hors T.V.A. appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations, notamment l'ensemble des frais de déplacement des intervenants (y compris frais de bouches

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

et d'hébergement), les frais de transmission des informations, données et livrables à destination du pouvoir adjudicateur.

5.7.3. Le marché est conclu à prix ferme

5.8. Paiement et établissement des factures

5.8.1 Mode de règlement

5.8.1.1. Délai de paiement :

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai global maximum de 30 jours ; le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitant(s) le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, et d'une indemnité compensatrice de 40 euros.

Délai global de paiement du sous-traitant :

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est identique à celui prévu au présent marché pour le paiement du titulaire. Il court à partir de la réception par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de sa demande de paiement : transmise par le sous-traitant lui-même, dans les conditions prévues par le code de la commande publique , si le titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant.

Intérêts moratoires : Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5.8.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

5.8.2. Périodicité des paiements

Les prestations sont payées sur service fait (exécution et admission des prestations) à réception des livrables à la fin de chaque phase après validation. (Si des ajustements devaient être réalisés, les prestations seraient payées à postériori).

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Après constatation de l'achèvement des prestations, le titulaire adresse à la CASSB une demande de paiement du solde via Chorus Pro.

5.8.3. Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Contenu de la demande de paiement :

Les factures afférentes au marché seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant,
- Les prestations exécutées en indiquant le ou les projets concernés, éventuellement l'intitulé des rendus ;
- Le volume horaire consacré à chaque projet (si opportun) ;
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le prix des prestations accessoires ;
- Le taux et le montant de la TVA. ;
- Le montant total des prestations exécutées ;
- La date.

5.9. Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

5.9.1 Délai global de paiement du sous-traitant :

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le Pouvoir Adjudicateur est identique à celui prévu au présent marché pour le paiement du titulaire. Il court à partir de la réception par le Pouvoir Adjudicateur sur le site de Chorus pro de sa demande de paiement, telle que transmise par le titulaire.

5.9.2. Délai global de paiement en cas de co-traitance :

La demande de paiement est transmise par le mandataire via Chorus pro

5.10. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

5.12. Nantissement

En vue de l'application du régime de nantissement sont désignés :

Comme comptable chargé du paiement : Mme La Trésorière Principale du Beausset

Personne habilitée : Monsieur Le Président ou son représentant.

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

5.13 Avance

Pour tout marché d'un montant supérieur ou égal à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution de 2 mois, il est consenti à une avance d'un montant de 5% du montant TTC du marché.

Le versement de la dite avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande couvrant le versement intégral de l'avance.

5.14. Pénalités

Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R/300$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non justifiée, l'équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont la présence est requise encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par absence.

Pénalités en cas de non-information du pouvoir adjudicateur des modifications concernant le titulaire en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur les modifications et survenant au cours de l'exécution du marché, dans un délai de dix jours à compter de la survenance de cette modification. En cas de non-respect par le titulaire de ce délai de dix jours, une pénalité d'un montant forfaitaire de 50 € par jour de retard pourra être appliquée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Pénalités en cas de travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues au code du travail en matière de travail dissimulé, le montant des pénalités est égal à 10% du montant du contrat.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire du marché au regard des formalités précitées, le pouvoir adjudicateur lui enjoint de se conformer à ses obligations, dans le cadre d'une mise en demeure assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire devra apporter à la CASSB tout élément permettant de prouver qu'il a mis fin à la situation délictuelle. Le pouvoir adjudicateur transmet alors ces éléments à l'agent de contrôle auteur du signalement.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent de contrôle et peut décider de procéder à l'application des pénalités contractuelles. Il peut également décider de résilier le marché à ses torts exclusifs et à ses frais et risques.

5.15. Propriété des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie à l'article 25 du CCAG-PI.

5.16. Fin du marché ou rupture anticipée

En cas d'insatisfaction de la CASSB due à des écarts entre l'offre remise et la réalisation et de façon répétée (cela sera mentionné par lettre recommandée), la CASSB pourra interrompre le marché sans que le prestataire puisse se prévaloir d'indemnités de résiliation.

En cas de défaillances humaines qui rendent la mission techniquement impossible, la CASSB désignera un nouveau prestataire. L'écart de prix sera alors supporté par le prestataire initial.

5.17. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché :

- Pour faute du titulaire
- A tout moment, pour un motif d'intérêt général sans versement d'indemnités ;
- La résiliation est précédée d'une mise en demeure de 15 jours adressée au cocontractant par lettre recommandée.

5.18. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.
- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Cette disposition peut être mise en œuvre sans qu'il soit procédé à la résiliation du marché.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché, que ce dernier ait été ou non résilié, n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

5.19. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

5.20. Attribution de compétence

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCATP, le Tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique, à savoir le Tribunal administratif de TOULON

5.21. Dérogations au CCAG-PI

Liste des articles du CCAG-PI à laquelle le présent CCAP déroge :

- Article 14.3 du CCAG-PI
- Article 33 du CCAG-PI

OFFRE :Nom du candidat : **SCET - BASTILLE****Services Conseil Expertises Territoires****52 Rue Jacques Hillairet****75612 PARIS cedex 12****Tél: 01 53 44 06 00****deip-secretariat@scet.fr****SIRET : 562 000 349 02188****Bastille****45 rue Sedaine****75011 Paris****Tél : 01 53 38 64 54****Fax : 01 42 00 90 50****infos@agencebastille.com****Siret : 824 161 517 00027****- Compte à créditer (joindre RIB)****CF RIB (S) JOINTS CI-APRES****Une avance est prévue dans les conditions fixées par le code de la commande publique.**

Titulaire unique ou mandataire :

☐ accepte de percevoir l'avance☒ refuse de percevoir l'avance

L'attention des candidats est attirée sur le fait que si aucun choix n'est fait, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise accepte de percevoir l'avance.

L'avance sera versée et résorbée dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné à la production d'une garantie à première demande couvrant le versement intégral de ladite avance.

Montant de l'offre :**Montant HT : 34 850.00 €****Taux et montant de la TVA : 6 970.00 €****Montant TTC : 41 820.00 €****Le candidat ne peut modifier le présent document, l'ensemble des clauses lui étant opposable.**

Fait à	le	Signature numérique de Marie-Odile FARINEAU Date : 2020.09.25 10:05:40 +02'00'
Signature, date et cachet du candidat		
Pour la CASSB, A la Cadière d'Azur le, 19/10/20		
Po Vice-Présidente Suzanne ARNAUD		



Notifié par voie dématérialisée le 19/10/20

CCATP valant AE- Marché d'études pour une mission d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie touristique marketing et digitale pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE **APRES NEGOCIATION**

Répartition par cotraitants éventuels

	UNITE	COUT UNITAIRE	COUT TOTAL HT	Cotraitant 1	Cotraitant 2
PHASE 1 - DIAGNOSTIC (actualisation) expression des besoins collecte de l'information actualisation du diagnostic Animations et compte-rendu des réunions Livrables : supports papier et numérique	forfait	850	13 175	8 500	4 675
		850	1275	637,5	637,5
		850	1700	1275	425
		850	3 825	3400	425
		850	4250	2125	2125
PHASE 2 - STRATEGIE ET PLAN D'ACTIONS Présentation de la stratégie opérationnelle Plan d'actions et rétro-planning Animations et compte-rendu de réunions Livrables : supports papier et numérique	forfait	850	850	425	425
			17 850	10625	7225
			2125	1 275	850
			5 950	4 250	1700
			7 225	3 400	3 825
PHASE 3 - ASSISTANCE POUR MISE EN ŒUVRE Aide à la rédaction du cahier des charges Aide à l'analyse technique des offres	forfait		2550	1700	850
			3 825	3 825	0
			1700	1700	0
			2125	2125	0
REUNIONS COMPLEMENTAIRES (hors temps de déplacement)	heures	106,25			
		Montant Total € HT	34 850	22 950	11 900
		TVA 20%	6 970	4 590	2 380
		Montant Total € TTC	41 820	27 540	14 280

Date et signature

Marie-
Odile
FARINEAU

Signature
numérique de Marie-
Odile FARINEAU
Date : 2020.09.25
10:06:31 +02'00'



